

Procédure n°2025-013

Projet d'extension et de réhabilitation de l'accueil des urgences du pôle tertiaire des urgences, aménagement d'une unité Post-urgences, d'une UHCD, d'un scanner et démantèlement des bâtiments modulaires au Centre Hospitalier d'Agen-Nérac

Date et heure limites de réception des offres :

Mercredi 7 mai 2025 à 12h00

Marché Public pour des prestations intellectuelles

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Table des matières

CHAPITRE 1 -	OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1.	OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2.	PRESENTATION DE L'OPERATION	3
1.3.	ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.4.	CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	4
CHAPITRE 2 -	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1.	VARIANTES FACULTATIVES	4
2.2.	VARIANTES OBLIGATOIRES	4
2.3.	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
CHAPITRE 3 -	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
3.1.	MODIFICATIONS DE DETAILS DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
CHAPITRE 4 -	MISSIONS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
4.1.	ANALYSE DOCUMENTAIRE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
4.2.	INVESTIGATIONS SUR SITE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
CHAPITRE 5 -	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
5.1.	DOSSIER DE CANDIDATURE	5
5.2.	DOSSIER D'OFFRE	6
CHAPITRE 6 -	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	6
CHAPITRE 7 -	SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	6
7.1.	CRITERES DE JUGEMENT	6
7.2.	APPRECIATION DU CRITERE PRIX	6
7.3.	APPRECIATION DE LA VALEUR TECHNIQUE	6
7.4.	SUITES DONNEES A L'ANALYSE	7
CHAPITRE 8 -	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	7
CHAPITRE 9 -	DUREE DES MISSIONS	4
CHAPITRE 10 -	PRIX DU MARCHE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
CHAPITRE 11 -	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
11.1.	FACTURES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
11.2.	AVANCE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
CHAPITRE 12 -	PENALITES DE RETARD	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
CHAPITRE 13 -	ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
CHAPITRE 14 -	DEROGATIONS AU C.C.A.G. PRESTATIONS INTELLECTUELLES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
CHAPITRE 15 -	REGLEMENT DES LITIGES	7

CHAPITRE 1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne la réalisation de diagnostic PEMD (Lot 1), Structures (Lot 2) et diagnostics Amiante Avant travaux, Plomb avant travaux et état parasitaire dans le cadre du projet d'extension et de réhabilitation de l'accueil des urgences du pôle tertiaire des urgences, aménagement d'une unité Post-urgences, d'une UHCD, d'un scanner et démantèlement des bâtiments modulaires au Centre Hospitalier d'Agen-Nérac.

Lieux d'exécution des prestations :

Site Saint Esprit du Centre Hospitalier d'Agen-Nérac (47)
Route de Villeneuve
47923 AGEN cedex 9

1.2. DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION

La présente consultation est décomposée en trois lots :

- Diagnostic PEMD
- Diagnostic structures
- Diagnostics Amiante Avant travaux, Plomb avant travaux et état parasitaire

1.3. PRESENTATION DE L'OPERATION

Le Centre Hospitalier d'Agen-Nérac a lancé en 2023 un projet d'extension – réhabilitation de l'accueil des Urgences sur le bâtiment principal du site d'Agen Saint-Esprit. Des études de maîtrise d'œuvre ont été stoppées à l'été 2024 au regard de l'évolution des besoins.

Aujourd'hui il est nécessaire de :

- Relocaliser l'unité Post-Urgences à 20 lits à proximité des urgences pour une meilleure cohérence des soins.
- Aggrandir la capacité d'accueil de l'UHCD à 10 lits, contiguë aux urgences
- Créer un scanner interventionnel à proximité des urgences permettant l'ouverture aux examens non programmés des services Urgences, Réanimation, USIP et UNV.
- Démanteler les bâtiments modulaires.

L'opération consiste en :

- La construction d'environ 965 m² sdp répartie en 450 m² sdp pour l'accueil des urgences + 300 m² pour le pôle tertiaire + 135 m² pour le Post Urgences + une extension de garage de 80 m² sdp,
- La réhabilitation d'environ 1 790 m² sdp.

Les détails de l'opération figurent dans les CCP propres à chaque lot.

1.4. ETENDUE DE LA CONSULTATION

Il s'agit d'un marché de prestations intellectuelles au sens de la Loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée, passé en application des articles R2123-1 et R2131-12 du Code de la Commande Publique (CCP).

Il sera conclu par référence aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales - Prestations Intellectuelles (arrêté du 16/09/2009 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles).

Réalisation de prestations similaires : en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure ultérieurement un ou plusieurs nouveaux marchés publics, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, avec le titulaire du présent marché public. Ces nouveaux marchés publics doivent être conclus dans les 3 ans à compter de la notification du marché public initial.

1.5. CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

CHAPITRE 2 - DUREE DES MISSIONS

Les délais d'intervention sont précisés sur chacun des CCP propres à chaque lot.

CHAPITRE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. VARIANTES FACULTATIVES

Uniquement pour le lot 3 (Diag RAAT RPAT EP) :

Les candidats sont autorisés à présenter des variantes, dans le respect des dispositions des articles R. 2151-8 du Code de la Commande Publique (CCP), mais en ayant préalablement répondu à l'offre de base. Dans ce cas un nouvel Acte d'Engagement sera établi.

Selon les spécificités repérées lors de la visite complète du site, le prestataire pourra étayer son rapport de compléments aux diagnostics demandés s'il le juge opportun.

3.2. VARIANTES OBLIGATOIRES

Sans objet

3.3. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

CHAPITRE 4 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

4.1. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- ≡ Le présent Règlement de Consultation
- ≡ Les Cahiers des Clauses Particulières propres à chaque lot, et leurs annexes
- ≡ Les Actes d'Engagement propres à chaque lot
- ≡ Le bordereaux de prix unitaires propres à chaque lot, et leurs DQE

4.2. MODIFICATIONS DE DETAILS DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 5 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

CHAPITRE 5 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant le dossier de candidature et le dossier d'offre détaillés ci-dessous.

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet, comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

5.1. DOSSIER DE CANDIDATURE

N° de la pièce	Désignation
C-01	Lettre de candidature, établie sur l'imprimé DC1*
C-02	Déclaration du candidat DC2* (modèle 2023), dûment remplie et signée
C-03	Liste des travaux similaires à l'objet de l'opération exécutés au cours des cinq dernières années. ou Liste des principaux services fournis, au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Ces prestations de service sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
C-04	Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents.
C-05	Si l'entreprise envisage de sous-traiter une partie de sa prestation, elle devra joindre aussi la déclaration du candidat (DC4* – modèle 1er janvier 2024) - dûment remplie et signée par le sous-traitant (ou chacun des sous-traitants) ainsi que les attestations et pièces n°1 et 2.
C-06	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
C-07	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
C-08	Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat

*modèle téléchargeable sur à l'adresse suivante <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

En lieu et place de ces deux formulaires, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME), rédigé en langue française et accessible à l'adresse <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

5.2. DOSSIER D'OFFRE

Chaque proposition sera établie par :

N° de la pièce	Désignation
O-01	L'acte d'engagement (A.E.) propre au lot concerné : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat
O-02	Une attestation certifiant l'acceptation sans modification du cahier des clauses particulières (CCP) propre au lot concerné
O-03	Un mémoire technique (10 pages maximum) définissant les moyens, les outils et la manière dont le prestataire propose d'intervenir dans les différentes phases de mission prévues au CCP

CHAPITRE 6 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les candidats transmettent leur offre via la plateforme de dématérialisation du maître d'ouvrage :

www.marches-publics.gouv.fr

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

CHAPITRE 7 - SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

7.1. CRITERES DE JUGEMENT

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Libellé	%
Prix des prestations	60
Valeur technique	40
- Mémoire Technique	20
- Délais d'intervention + délai de production des plans et du rapport initial	20

7.2. APPRECIATION DU CRITERE PRIX

L'appréciation de ce critère se fera sur **l'offre pour la prestation de base (hors variantes)** du prix global et forfaitaire le moins disant, en appliquant la formule suivante :

$$\text{Prix du moins disant} / \text{prix du candidat} \times 60$$

7.3. APPRECIATION DE LA VALEUR TECHNIQUE

La note du mémoire technique sera appréciée au regard du barème suivant :

- **0** : Absence de mémoire,
- **5** : Mémoire ne répondant pas aux besoins du pouvoir adjudicateur,
- **10** : Mémoire insatisfaisant, répondant partiellement aux besoins exprimés au CCP et/ou avec des observations majeures,

- **15** : Mémoire satisfaisant, répondant aux besoins exprimés au CCP avec quelques observations jugées mineures,
 - **20** : Mémoire répondant aux besoins du maître d'ouvrage, sans observation.
- ≡ Délais global comprenant le délai d'intervention à notification du marché additionné du délai de production des plans et rapport :
- La notation de ce critère se fera sur la base du délai du moins disant, en appliquant la formule suivante :

Délai du moins disant / délais du candidat x 20

7.4. SUITES DONNEES A L'ANALYSE

Après analyse des offres sur la base des critères de jugement des offres susmentionnés, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des négociations avec les 3 premiers candidats. Néanmoins, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre ou sur certains de ses éléments ainsi que sur des caractéristiques du marché public sans pouvoir entraîner de modifications substantielles.

Elle se déroulera par échange de message sur le profil acheteur.

Les candidats disposeront de 5 jours pour remettre leur offre négociée sur le profil d'acheteur.

Une fois la négociation terminée, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse, après classement de ces offres finales, en appliquant les critères de jugement des offres susmentionnés.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R2143-3 à R.2143-15 du Code de la Commande Publique (CCP). Le délai imparti par L'Acheteur Public pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Concernant l'analyse du prix de l'offre, dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement des offres.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire ; en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

CHAPITRE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront faire parvenir leurs questions via la plateforme de dématérialisation :

www.marches-publics.gouv.fr

Une réponse sera alors adressée, via la plateforme, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres indiquée sur la page de garde du présent document.

CHAPITRE 9 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif suivant est compétent en la matière :

Tribunal Administratif de Bordeaux
9 rue Tastet
CS 21490
33 000 BORDEAUX

Téléphone : 05 56 99 38 00

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr